

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DRAMATIQUE DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DRAMATIQUE DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.


Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars

Pérols, date de la signature numérique

DocuSigned by:

1828625D5A184C7...

Paul MORANDI

Associé

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DRAMATIQUE DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DRAMATIQUE DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DRAMATIQUE DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars

Pérois, date de la signature numérique

DocuSigned by:

1828625D5A184C7...

Paul MORANDI

Associé

ENSAD Montpellier LR

19 RUE LALLEMAND

34000 MONTPELLIER

SIRET 51351006500016 - APE 8552Z

COMPTES ANNUELS

au

31 décembre 2024

ENSAD

19 rue Lallemand

34000 MONTPELLIER

Téléphone : 0467600540

BILAN

ENSAD Montpellier LR

31 décembre 2024

<i>ACTIF (EUR)</i>	VALEURS BRUTES	AMORT- et PROVISIONS	VALEURS NETTES	EXERCICE N-1
ACTIF IMMOBILISÉ				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
<i>Fonds commercial</i>	0	0	0	0
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	6 084	6 084	0	0
<i>Immobilisations corporelles</i>	121 182	95 835	25 347	25 517
<i>Immobilisations financières</i>	593	0	593	3 893
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ (I)	127 858	101 919	25 939	29 410
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks et en-cours</i>				
<i>Matières premières, approvisionnements, en cours</i>	0	0	0	0
<i>Marchandises</i>	0	0	0	0
<i>Avances & acomptes versés sur commande</i>	0	0	0	0
<i>Créances</i>				
<i>Clients et comptes rattachés</i>	44 407	599	43 808	860
<i>Autres créances</i>	37 693	0	37 693	67 930
<i>Valeurs mobilières de placement</i>	0	0	0	0
<i>Disponibilités</i>	99 315	0	99 315	166 923
<i>Charges constatées d'avance</i>	1 218	0	1 218	1 107
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (II)	182 634	599	182 035	236 820
TOTAL GÉNÉRAL (I + II)	310 492	102 518	207 974	266 230
<i>PASSIF (EUR)</i>			EXERCICE N	EXERCICE N-1
CAPITAUX PROPRES				
<i>Capital social ou individuel</i>			0	0
<i>Ecart de réévaluation</i>			0	0
<i>Réserve légale</i>			0	0
<i>Réserve réglementée (dont réserve spéciale des plus values à long terme)</i>		0	0	0
<i>Autres réserves (dont réserve relative à l'achat d'œuvres d'art originales)</i>		0	0	0
<i>Report à nouveau</i>			102 193	126 004
<i>Résultat de l'exercice</i>			-1 770	-23 811
<i>Subventions d'investissement</i>			14 101	15 961
<i>Provisions réglementées</i>			0	0
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (I)			114 523	118 154
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (II)			0	0
DETTES				
<i>Emprunts et dettes assimilées</i>			0	0
<i>Avances et acomptes reçus</i>			0	0
<i>Fournisseurs et comptes rattachés</i>			44 328	79 204
<i>Dettes fiscales et sociales</i>			35 987	40 243
<i>Comptes courants d'associés</i>			0	0
<i>Autres dettes</i>			13 134	16 618
Produits constatés d'avance			0	12 011
TOTAL DES DETTES et PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE (III)			93 450	148 076
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)			207 974	266 230

RÉSULTAT DE L'EXERCICE

ENSAD Montpellier LR

1er janvier au 31 décembre 2024

EUR

Rubriques	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N/N-1	
Ventes de marchandises	0	0	0	0 %
Production vendue de biens	2 440	39 460	-37 020	-94 %
Production vendue de services	69 080	11 060	58 020	525 %
Chiffres d'affaires nets	71 520	50 520	21 000	42 %
Production stockée	0	0	0	0 %
Production immobilisée	0	0	0	0 %
Subvention d'exploitation	762 901	721 615	41 285	6 %
Autres produits	99 159	3 558	95 601	0 %
PRODUITS D'EXPLOITATION	933 580	775 694	157 886	20 %
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	0	0	0	0 %
Variation de stock (marchandises)	0	0	0	0 %
Achat de matières premières et autres approvisionnements	0	0	0	0 %
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)	0	0	0	0 %
Autres achats et charges externes (3)	321 038	334 231	-13 193	-4 %
Impôts, taxes et versements assimilés	-3 149	9 669	-12 818	-133 %
Rémunérations du personnel	433 361	322 944	110 417	34 %
Charges sociales	177 520	131 567	45 953	35 %
Dotations aux amortissements	10 482	12 115	-1 633	-13 %
Dotations aux provisions	1 708	0	1 708	0 %
Autres charges	412	370	42	11 %
CHARGES D'EXPLOITATION	941 372	810 896	130 476	16 %
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-7 792	-35 202	27 410	78 %
Produits financiers	2 312	2	2 311	0 %
Produits exceptionnels	6 781	11 389	-4 609	-40 %
Charges financières	0	0	0	0 %
Charges exceptionnelles	3 072	0	3 072	0 %
Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0 %
2 - RÉSULTAT COMPTABLE	-1 770	-23 811	22 041	93 %
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature	396 648	396 648	0	0 %
Bénévolat				
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	396 648	396 648	0	0 %
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens	396 648	396 648	0	0 %
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	396 648	396 648	0	0 %

ANNEXE

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

SUBVENTIONS

FONDS PROPRES

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

ÉCHÉANCES

PROVISIONS

CHARGES À PAYER ET PRODUITS À RECEVOIR

CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

ENSAD - MONTPELLIER

Téléphone : 0467600540

RÈGLES ET MÉTHODES

1. Règles générales

Notre association est soumise aux règlements de l'ANC 2018-8 et suivants relatif au PCG

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Site internet	3 ans
Agencement, aménagement, installation technique	4 à 5 ans
Matériel et outillage scénique	4 à 5 ans
Matériel de bureau et mobilier	10 ans
Matériel informatique	3 ans

L'association pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

3. Engagements de retraite

Ne sont ni valorisés, ni comptabilisés. Ils ne sont pas significatifs.

4. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure

RÈGLES ET MÉTHODES (SUITE)

5. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

6. Information sur les rémunérations brutes (y compris note d'auteur) de l'exercice des trois cadres les mieux rémunérés loi du 23 mai 2006

Trois cadres rémunérés par l'association à hauteur de 142 212 euros hors cotisations patronales.

Aucun des membres du bureau n'a perçu de rémunération.

7. Informations extra comptables

Objet de l'association:

L'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD) a pour objet de mettre en œuvre le cursus de formation supérieure du comédien dans le cadre d'un projet artistique et pédagogique singulier inscrit dans les objectifs que se sont fixés les établissements signataires de la plate forme de l'enseignement supérieur pour la formation des comédiens, à savoir :

La mise en réseau de ces établissements ;

Le partage des principes et de modalités d'organisations communs dans le respect des spécificités de chacun ;

La délivrance du diplôme national supérieur professionnel de comédien, conformément au décret n°2007-1678 du 27 novembre 2007.

Dans ce cadre, l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique se donne comme objectif la formation supérieure initiale et continue afin :

- De préparer à la vie professionnelle de futurs comédiens, par l'enseignement de l'art dramatique, la pratique du plateau et l'organisation de stages, la connaissance de l'environnement institutionnel, juridique et social et l'initiation à l'encadrement d'atelier de transmission des savoirs,
- De concevoir les études sur trois années, avec des programmes intenses et diversifiés, ouverts sur la vie artistique et les réalités culturelles de son environnement,
- De conjuguer des choix artistiques et pédagogiques affirmés, avec une ouverture sur la recherche et la prise en compte des divers courants esthétiques qui traversent le théâtre,
- De préparer les élèves à un ensemble de champs d'interprétation et d'intervention que les réalités de la création théâtrale d'aujourd'hui et de demain leur proposeront,
- De procéder à une évaluation individuelle des élèves, selon des critères qui doivent prendre en compte la spécificité de l'acte théâtral,
- De concevoir ses missions et leur organisation dans un esprit de service public,
- De se rapprocher d'autres établissements d'enseignement supérieur,
- D'assurer, en coordination avec le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, l'enseignement du cycle professionnel d'Art dramatique,
- D'aider à l'insertion des comédiens issus de l'ENSAD de Montpellier LR sous forme de conventions de soutien signées avec des structures partenaires ; soutien pouvant se matérialiser par l'attribution d'aides financières aux partenaires, par la mise à disposition de moyens et d'une manière générale toutes activités accessoires favorisant l'insertion de ses élèves et anciens élèves.

Les contributions volontaires s'élèvent à 396 648 € dont :

dont 239 000€ de mises à disposition des espaces du Hangar Théâtre et 148 250 € de mise à disposition des espaces de la Maison Louis Juvet.

Le 09 11 2022, l'association a signé une convention avec Occitanie en scène relative à la mise à disposition et la cession de matériel technique dans le cadre du plan d'investissement « PLAN LED SPECTACLE VIVANT EN OCCITANIE » cofinancé par l'Union Européenne. Les mises en service ont eu lieu en 2023.

Ce plan vise à accompagner la transition énergétique des structures de spectacle vivant, plus précisément concernant l'équipement scénique des organisateurs de spectacles vers la technologie LED. Il se traduit notamment par :

- La mise à disposition au profit de l'association de matériel d'éclairage technique de type LED, acquis par Occitanie en scène pour un investissement total de 93 980,24 €, pour une durée de 36 mois ;
- La cession à titre gracieux, au terme de la durée de mise à disposition, dudit matériel, au bénéfice de l'association ;
- Le paiement par l'association d'une contribution financière à Occitanie en scène visant à couvrir une partie des investissements supportés par Occitanie en Scène ainsi que certains coûts annexes du projet.

Ainsi et à la clôture de l'exercice :

- La contribution financière a été comptabilisée en charge en 2023 pour sa totalité, soit 6 578,62 € ;
- La contribution volontaire en nature ainsi que la charge associée sont évaluée à 9 398 € compte-tenu d'une durée de vie matériel d'éclairage technique de type LED estimé à 10 années.

8. Activités de l'association en matière de recherche et développement

Néant

IMMOBILISATIONS et AMORTISSEMENTS

ENSAD Montpellier LR

1er janvier au 31 décembre 2024

IMMOBILISATIONS (EUR)	Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice	Réévaluation légale
					Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
Fonds commercial	0	0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles	6 084	0	0	6 084	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 084	0	0	6 084	0
Terrains	0	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriel	87 775	10 575	0	98 350	0
Installations générales, agencements, aménagements divers	0	0	0	0	0
Mobilier de bureau	1 401	844	0	2 245	0
Autres immobilisations corporelles	25 537	0	4 951	20 587	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	114 713	11 419	4 951	121 182	0
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3 893	0	3 300	593	0
TOTAL GÉNÉRAL	124 689	11 419	8 251	127 858	0

AMORTISSEMENTS (EUR)	Au début de l'ex.	Augmentations	Diminutions	A la fin de l'ex.
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 084	0	0	6 084
Terrains	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriel	65 651	8 591	0	74 243
Installations générales, agencements, aménagements divers	0	0	0	
Mobilier de bureau	280	726	0	1 006
Autres immobilisations corporelles	23 264	2 273	4 591	20 586
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	89 196	11 590	4 591	95 835
TOTAL GÉNÉRAL	95 280	11 590	4 591	101 919

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES SUBVENTIONS

TOTAL DES SUBVENTIONS ATTRIBUEES SUR 2024

Subvention DRAC	268608
dont Fonctionnement	235808
dont aide aux résidences	10000
dont Culture Pro	20000
dont actions de prévention	2800
Subvention Montpellier Méditerranée Métropole	456000
dont Fonctionnement	450000
dont projet	1000
dont investissement	5000
Subvention Région Occitanie	15000
dont aide à la création	15000
Subventions diverses	16282
CVEC	1282
Miranda	15000

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	Montant global avec règlement ANC 2018-06 au 1/1/24	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise					
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds associatifs avec droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation sur biens sans droit de reprise					
Ecart de réévaluation sur biens avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	126 004	-23 811			102 193
Excédent ou déficit de l'exercice	-23 811	23 811		-1770	-1 770
Situation nette					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables					
Subventions d'investissement	15 961		5 000	-6 861	14 101
Provisions réglementées					
Droit des propriétaires - Comodat					
TOTAL	118 154	0	5 000	-8 631	114 523

ETAT DES PROVISIONS

ENSAD Montpellier LR

EUR

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
<i>Amortissements dérogatoires</i>	0	0	0	0
<i>dont majorations exceptionnelles de 30 %</i>	0	0	0	0
<i>Autres provisions réglementées</i>	0	0	0	0
TOTAL PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	0	0	0	0
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	0	0	0	0
<i>Prov- pour dépréciation sur immobilisations</i>	0	0	0	0
<i>Prov- pour dépréciation sur stocks et en cours</i>	0	0	0	0
<i>Prov- pour dépréciation sur comptes clients</i>	0	599	0	599
<i>Autres provisions pour dépréciations</i>	0	0	0	0
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS	0	599	0	599
TOTAL	0	599	0	599

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DETTES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé		0	
Créances de l'actif circulant	82 100	82 100	
Charges constatées d'avance	1 218	1 218	
TOTAL CRÉANCES	83 318	83 318	0

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts et dettes assimilées	0	0		
Fournisseurs et comptes rattachés	44 328	44 328		
Autres dettes	49 121	49 121		
Produits constatés d'avance	0	0		
TOTAL DETTES	93 449	93 449	0	0

CHARGES À PAYER ET PRODUITS À RECEVOIR

ENSAD Montpellier LR

EUR

CHARGES À PAYER	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	40 389
Dettes fiscales et sociales	17 110
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	13 134
TOTAL CHARGES À PAYER	70 633

PRODUITS À RECEVOIR	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	
Disponibilités	
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	0

CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

ENSAD Montpellier LR

EUR

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	Montants
Charges d'exploitation	1 218
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	1 218

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	Montants
Produits d'exploitation	
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	0

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les surcoûts importants d'électricité constatés en début d'exercice 2024 à la Maison Louis Juvet ont été justifiés par EDF collectivités. Il s'agit de rattrapages antérieurs.

En fin d'exercice 2024, la métropole a annoncé reprendre les contrats d'eau et d'électricité de la Maison Louis Juvet et du Hangar Théâtre et ne pas facturer les dépenses de fluide de la Maison Louis Juvet en 2023 et 2024.

Les sommes provisionnées par l'Ensad pour la Maison Louis Juvet en 2023 sont reprises en comptabilité.

Le mercredi 20 novembre 2024, les représentants de la Drac Occitanie et de la Métropole de Montpellier ont annoncé au directeur et à l'administrateur de l'Ensad Montpellier la mise en oeuvre d'un rapprochement de l'association Ensad Montpellier LR avec la SARL Théâtre des Treize Vents - Centre Dramatique National. Cette annonce a été confirmée par courrier à la Présidente de l'association et au cours de l'Assemblée Générale du 20 décembre 2024. Ce rapprochement devra être effectif en janvier 2026. il entrainera la reprise de la direction artistique de l'école par la direction artistique du Centre Dramatique National et la reprise de la direction pédagogique de l'école par une personne recrutée à cet effet. Les représentants de la Drac Occitanie et de la Métropole de Montpellier ont notifié au directeur la suppression de son poste de travail, sans précision sur l'échéance de cette suppression, peut-être en décembre 2025, peut-être en juin ou juillet 2026.

Ce changement aura des coûts financiers que l'Ensad Montpellier n'est à ce jour pas en mesure d'évaluer.

Événements significatifs postérieurs à la clôture

A partir de l'exercice 2025, la métropole prend directement en charge les fluides de la Maison Louis Juvet et du Hangar Théâtre. Un avenant aux conventions de mise à disposition des locaux a été signé en ce sens pour l'année 2025.

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Changements comptables

Nous n'observons pas de nouveau changement comptable par rapport à l'exercice précédent.